

# Parlement des Aînés 2015 à Sion

## Altersparlament 2015 in Sitten

\* \* \*

### Programme de la journée

- Dès 08H30** **Accueil** à la salle des Pas perdus du Grand Conseil  
Café, croissants, formalités administratives
- 09H00** **Ouverture officielle de la session**  
Monsieur Hermann FUX, Président du Parlement des Aînés  
Monsieur Nicolas VOIDE, Président du Grand Conseil  
Monsieur Jacques MELLY, Conseiller d'Etat, Président du Gouvernement  
Madame Nadine PARDO-GILLIAND, Conseillère municipale de la ville de Sion
- 09H30** **Politique de longue vie : activités de la FVR 2014 / 2015**  
Rapport de Monsieur Peter WYER
- 09H50'** **Politique de longue vie : fondements des propositions**  
Rapport de Madame Françoise ZUFFEREY  
Discussion
- 10H10** **Pause**
- 10H30** **Politique de longue vie : propositions concrètes** : Rapport de  
Monsieur Willy CRETZAZ
- |                                     |            |
|-------------------------------------|------------|
| <b><i>Structures</i></b>            | Discussion |
| <b><i>Institutions de soins</i></b> | Discussion |
| <b><i>Territoire</i></b>            | Discussion |
| <b><i>Soins</i></b>                 | Discussion |
| <b><i>Formation et culture</i></b>  | Discussion |
- Résolution du Parlement des Aînés** **Lecture, vote**
- 11H30** **Intervention du Président du Parlement des Jeunes** :  
Jean-Philippe GAY-FRARET  
Apports de la loi cantonale sur la Jeunesse  
**Suites à donner au Parlement des Aînés**
- 12H00** **Apéritif dans la salle des Pas perdus.**
- 13H00** **Dîner à Notre-Dame du Silence**

## Tagesordnung

**Ab 08.30 Uhr Empfang** im Saal der verlorenen Schritte des Grossen Rates  
Kaffee, Gipfel, administrative Formalitäten

**09.00 Uhr Offizieller Sessionsbeginn**  
Herr Hermann FUX, Altersparlamentspräsident  
Herr Nicolas VOIDE, Präsident des Grossen Rates  
Herr Jacques MELLY, Staatsrat, Präsident der Regierung  
Frau Nadine PARDO-GILLIAND, Stadträtin, Sitten

**09.30 Uhr Politik einer langen Lebenserwartung : Aktivitäten des WVR 2014 / 2015**  
Herr Peter WYER, Bericht

**09.50 Uhr Politik einer langen Lebenserwartung : Grundlagen der Vorschläge**  
Frau Françoise ZUFFEREY, Bericht  
Diskussion

**10.10 Uhr Pause**

**10.30 Uhr Politik einer langen Lebenserwartung : Konkrete Vorschläge**  
Herr Willy CRETTAZ, Bericht

<b>Strukturen</b>	Diskussion
<b>Pflege-Institutionen</b>	Diskussion
<b>Örtlichkeit</b>	Diskussion
<b>Pflege</b>	Diskussion
<b>Ausbildung und Kultur</b>	Diskussion

**Resolution des Altersparlamentes**

**Lesung, Abstimmung**

**11.30 Uhr Votum des Jugend-Parlamentspräsidenten Herr Jean-Philippe GAY-FRARET**  
Beitrag des kantonalen Jugendgesetzes  
**Fortsetzung des Altersparlamentes**

**12.00 Uhr Apero im Saal der verlorenen Schritte**

**13.00 Uhr Mittagessen im Notre-Dame du Silence**

## Document pour les délégués

### Politique de la vieillesse, des âges et des générations

#### 1.- Politique de longue vie, des âges et des générations

La politique de longue vie est, en tout premier lieu, une prise en charge personnalisée pour rester en bonne santé et vivre le plus longtemps possible chez soi, d'une manière autonome. Dans cette perspective, les aînés du Valais témoignent d'un engagement important dans les nombreuses activités culturelles, physiques et sociales, proposées par les associations auxquelles ils appartiennent ou offertes par Pro Senectute.

La population que l'on désigne par les termes d'«aînés», de «seniors» ou de «vieux» fait partie intégrante de notre société. À ce titre, elle relève des politiques générales et, en particulier, de l'ensemble des politiques économiques, sociales et culturelles.

Cependant, cette catégorie de la population présente des caractéristiques spécifiques : elle dispose d'une solide expérience de vie, glanée au cours des ans, elle a souvent pu constituer un patrimoine dont elle est légitimement fière et auquel elle est attachée, elle veut être proche de sa descendance dont elle se sent généralement responsable, elle présente parfois quelques fragilités physiques ou dans son intégration sociale, après une vie de travail fort entourée et encadrée ; enfin, la perspective de la fin de vie et de la mort lui pose des questions de plus en plus prégnantes.

Tous ces éléments constituent des spécificités de cette tranche de la population et appellent des mesures politiques particulières et adaptées.

#### 1.1. Des transformations majeures

Cette catégorie de la population connaît depuis deux ou trois décennies des transformations considérables, jamais observées au cours des siècles précédents. Les faits sont connus. Rappelons l'essentiel.

**L'espérance de vie** s'est fortement accrue au cours des cent dernières années; la proportion de personnes très âgées devient considérable; le niveau de formation des aînés s'est sensiblement renforcé et diversifié; les ressources des personnes et des ménages se sont sensiblement amplifiées, l'équation, «vieux = pauvre» s'efface (nous parlons ici de moyennes); des mobilités sociales et géographiques induites par le parcours de vie ont bouleversé les conditions et le contexte dans lequel la vieillesse se passe; enfin, de multiples promesses en matière de consommation, de loisirs, de maîtrise des maladies ont ouvert les appétits et les attentes.

Nombre de ces évolutions sont accueillies et intégrées par les individus, les familles et l'entourage. Certains éléments, cependant, appellent la mise en place de politiques publiques: l'accès au logement, les soins spécialisés, le statut des grands-parents...

#### 1.2. Quelques axes prioritaires en matière de politique publique

Si dans la plupart des dimensions de la vie, les individus et leurs proches «se débrouillent», il appartient à la collectivité de forger et de mettre à disposition des instruments adéquats, de créer les conditions permettant l'efficacité des initiatives individuelles et aussi, bien sûr, de prévenir les risques d'exclusion, voire de porter une aide directe aux personnes en difficulté. Les pouvoirs publics et les institutions dont ils se dotent sont appelés et légitimés à développer des actions, dans au moins huit champs ou domaines d'intervention de la politique de l'âge avancé:

1. Le soutien à la transition et au passage à la retraite,
2. La garantie des ressources,
3. L'adaptation des logements,
4. La promotion de la mobilité,
5. La promotion d'activités qui assurent une vie sociale stimulante,
6. La promotion des relations humaines entre les générations,

7. Les prestations pour la santé,
8. La promotion de l'accès à la culture et à la formation permanente.

### **1.2.1. Transition et passage à la retraite**

Le moment de la fin de l'activité professionnelle et, donc, de l'entrée dans la situation de «retraité» est devenu de plus en plus flexible, par choix ou par contrainte ; il s'étale entre 55 ans et 68 ans. Cet état de fait engendre un certain nombre d'exigences :

- promouvoir la formation continue pour prévenir les disqualifications de fin de carrière,
- proposer des mesures de préparation à la retraite (information, élaboration de projets, etc.),
- consolider les garanties de revenus dans cette phase de transition (pont AVS, etc.),
- faciliter les retraites progressives et les modalités de transferts intergénérationnels dans les entreprises...

### **1.2.2. Garantie des ressources**

Depuis un siècle au moins, la situation économique des retraités s'est considérablement améliorée. Néanmoins, il demeure une proportion élevée de personnes acculées à vivre de longues années très chichement et, surtout, à la merci du moindre petit pépin. L'existence des prestations complémentaires (AVS) ne résout pas tout. En particulier, la non-résorption des «poches de pauvreté féminine» s'installe dans la durée. L'allongement de l'espérance de vie renforce deux phénomènes : les situations de précarité pénibles et durables et l'accroissement des disparités entre les retraités eux-mêmes ; le fossé s'élargit. Dans ce domaine, des mesures correctrices s'imposent ; c'est en particulier le cas des rentes AVS et des prestations complémentaires AVS – AI.

### **1.2.3. Adaptation des logements**

Les aînés aspirent légitimement à pouvoir disposer d'un logement adapté à leur situation. Outre les éléments de base du confort correspondant à notre culture, ces logements doivent être conçus de telle manière qu'ils disposent d'un accès aisé, des aménagements garantissant la sécurité et qu'ils soient situés dans un environnement qui rende possible une vie autonome ainsi que l'accès aux contacts sociaux. Ces garanties doivent être assurées tout particulièrement pour les personnes qui voient leurs capacités de mobilité se fragiliser. Ces souhaits ne concernent pas uniquement la construction des nouveaux logements, mais également les démarches de rénovation du parc actuel.

### **1.2.4. Promotion de la mobilité**

Nous vivons dans une société de plus en plus exigeante en terme de mobilité, ce qui induit, entre autres, une plus grande dispersion des réseaux familiaux et amicaux. Dans ces conditions, l'organisation des moyens de communication et de transport doit prendre en considération les besoins spécifiques des personnes fragilisées dans leur mobilité et/ou vivant dans des régions dites « périphériques ». Ces aspirations légitimes impliquent une adaptation des réseaux et des équipements, ainsi que des moyens complémentaires, par exemple pour assurer l'accès à la mobilité des personnes handicapées.

### **1.2.5. Activités pour assurer une vie sociale stimulante**

Les retraités se débrouillent, ils n'ont pas besoin qu'on leur tienne la main, par beau temps en tout cas! Mais ils sont appelés à vivre un long parcours, de 25 à 30 années, et cela en plusieurs étapes. Si le plus grand nombre n'exerce plus d'activité professionnelle au sens classique du terme, un problème majeur reste ouvert : comment s'exprimeront toutes ces

compétences et toutes ces énergies, au-delà des tâches privées, domestiques et familiales ?

Des initiatives surgissent de partout qui expriment cet élan vital. Dans le cadre de la vie associative, des projets, grands ou modestes, émergent dans de multiples directions. Beaucoup s'engagent dans des activités d'entraide et de services.

Une politique de soutien à toutes ces initiatives serait bienvenue. Elle gagnerait à être mieux reconnue et valorisée. Le rapport coût/bénéfice sera incontestablement très positif.

#### **1.2.6. Promotion des relations humaines entre les générations**

L'heureux allongement de l'espérance de vie induit une conséquence majeure jamais expérimentée dans nos sociétés. Concrètement, des bébés vont cohabiter avec de nombreux nonagénaires, voire centenaires. Cette distance d'âge est aussi distance de culture, d'intérêts, d'expériences, de conception de la vie, etc. En deux mots, cette distance définit un besoin d'actions pour qu'elle ne se transforme pas en méconnaissance et en cassure.

Des initiatives doivent être promues, elles sont déjà présentes, pour renforcer les contacts et les échanges, pour éviter les ghettos et les ruptures, pour donner du contenu au projet de « vivre ensemble longtemps ».

Se fier aux élans « naturels » risque de ne pas suffire ; des mesures d'accompagnement, de facilitation des contacts sociaux sont sans doute nécessaires. De nombreuses initiatives ont été développées récemment, elles sont répertoriées ; reste à les faire connaître aux personnes concernées.

#### **1.2.7. Prestations pour la santé**

Le temps de la vieillesse se parcourt de plus en plus dans un état de santé satisfaisant. Sans doute, il convient de procéder à des contrôles, des régulations, de corriger quelques accidents, mais cette tranche de vie ne saurait être assimilée à la maladie.

Cependant, un accompagnement sanitaire nécessaire à une vie la plus autonome possible est attendu par tous. Il en va de même d'un accès aisé à des soins de qualité en cas de maladie. La mise à disposition de services et d'équipements adéquats est une nécessité avérée, elle est un élément déterminant d'une politique de l'âge avancé crédible. Dans cette perspective, la consolidation de certains éléments clés s'impose, et cela pour toutes les étapes du parcours de vie. Parmi les priorités le plus souvent évoquées, on retiendra les prestations liées au maintien à domicile et la qualité des soins dispensés dans ce cadre. Si les compétences des professionnels sont généralement reconnues et appréciées, beaucoup observent que le temps mis à leur disposition se réduit considérablement, parfois au détriment de la qualité des prestations.

#### **1.2.8. Promotion de l'accès à la culture et à la formation permanente**

Le temps de la retraite est à la fois long et diversifié, et cela pour le plus grand nombre. Durant toutes ces décennies, l'appétit de formation et d'accès à la culture ne s'éteint pas. Bien au contraire, il tend à augmenter comme le nombre d'heures disponibles. Dans ces conditions, le développement des prestations culturelles ouvertes aux aînés doit être assuré et inscrit dans la palette des offres proposées par les collectivités publiques. À ce propos, les questions d'accessibilité sont d'une importance majeure ; c'est d'autant plus le cas dans un cadre géogra- phique tel que celui du Valais.

La formation continue est une nécessité pour accomplir certaines tâches de la vie courante (utilisation des technologies nouvelles: paiement en ligne, achat de billets de voyage dans les gares, les aéroports et les arrêts de bus, communication avec ses proches,...). La préparation à la retraite devrait faire l'objet de cours pour les retraités. Le prolongement de la vie professionnelle, notamment comme transmetteur de savoir-faire,

nécessite une formation particulière. L'acquisition de compétences nouvelles est utile même dans des tâches bénévoles.

## **2.- Synthèses des résultats**

Ce chapitre présente les résultats principaux du sondage d'opinion organisé au printemps 2014, en vue de contribuer au développement d'une politique globale en faveur des retraités, dans une perspective de collaboration entre toutes les générations.

### **2.1. Résultats globaux du sondage d'opinion sur les propositions de la FVR**

Les propositions de la Fédération Valaisanne des Retraités ont été approuvées par 89% des personnes qui ont répondu au sondage d'opinion qui les accompagnait. Ce chiffre représente la moyenne des résultats favorables aux 9 questions posées (moyenne indexée du nombre de répondants à chacune des questions). L'échantillon des participants est représentatif de la composition des membres des 20 Associations formant la FVR.

11% des autres réponses se répartissent entre des avis non exprimés, majoritairement, et des prises de positions négatives sur les propositions présentées. Les réponses négatives se focalisent sur deux propositions: la promotion de l'accès au logement (8%) et celle de l'accès à la culture (7%). Pour la promotion de l'accès au logement, des personnes ne souhaitent pas faire des aînés une classe de privilégiés et pensent que cette proposition est impossible à appliquer sans une aide coûteuse des Communes qui ont déjà beaucoup investi dans ce domaine. Quant à l'accès à la culture, certaines personnes ayant exprimé un avis négatif estiment que ce domaine est une affaire personnelle qui doit se développer durant la vie antérieure à la retraite et pour d'autres qu'il n'y a rien à faire dans ce domaine parce que tout est en place.

Les autres propositions ne reçoivent qu'un infime pourcentage négatif. Il est à relever que la proposition relative à la place des aînés dans la législation n'obtient aucun avis négatif, même si elle est celle qui reçoit le moins d'avis favorables de toutes les propositions présentées.

Par ordre d'approbation, les propositions de la FVR se déclinent comme suit :

- Promotion de la santé et soins à domicile : 95%,
- Promotion de la mobilité : 94%,
- Soutien à la formation continue et à la préparation à la retraite : 94%,
- Mesures de soutien à l'autonomie des personnes : 91%,
- Promotion de la participation sociale et soutien aux organismes : 91%,
- Prestations économiques pour les retraités : 90%,
- Promotion de l'accès au logement, 88%,
- Promotion de l'accès à la culture : 87%,
- Place des aînés dans la législation, 76%.

Les préoccupations immédiates des aînés obtiennent relativement plus de voix que le contenu des dispositions législatives les concernant, même si ce point est fortement approuvé.

L'approbation des propositions de la FVR est donc très fortement soutenue et autorise la poursuite de la réflexion sur le sujet.

## **2.2. Principales suggestions et observations des répondants**

Des suggestions et des observations ont été fournies par 67% des personnes qui ont donné une réponse favorable. Par proposition, les principales remarques sont les suivantes :

### **2.2.1. Aînés et législation cantonale**

- ancrer les principes de la politique des aînés dans la Constitution cantonale : cohésion sociale, autonomie, respect de la personne âgée, collaboration entre les générations;
- fonder une législation valaisanne sur des lois ou projets existants comme la loi du 30.11.2010 du canton du Tessin pour la promotion et le subventionnement des activités sociales en faveur des personnes âgées et sur les projets de lois du Canton de Fribourg,
- reconnaître dans la loi
  - le Parlement des Aînés et
  - un Conseil des Aînés comme institution coordonnant toutes les activités relatives aux aînés du canton (restructuration de la FVR),
- supprimer toutes les limites d'âge de toutes les dispositions cantonales,
- instituer un poste de médiateur ou un organe neutre pour assurer la défense des personnes mises sous tutelle ou en EMS,
- soutenir les institutions et instances s'occupant des aînés,
- inscrire dans des dispositions légales l'obligation d'organisations par les entreprises et les PME de cours de préparation à la retraite,
- sensibiliser les futurs retraités à mettre leurs compétences au service d'autres aînés ou d'autres catégories de population.

### **2.2.2. Aînés et formation continue**

- offrir aux aînés une formation continue ouverte en application de la loi-cadre votée par les Chambres fédérales en 2014, notamment en matière d'emploi des outils informatiques; cette formation permettrait de rester informé des changements intervenus dans la profession,
- impliquer des aînés dans la promotion des échanges entre les générations.

### **2.2.3. Aînés et accès au logement**

- établir une protection légale en faveur des personnes âgées pour qu'elles puissent finir leurs jours dans les appartements qu'elles occupent,
- soutenir la réalisation de logements adaptés et d'immeubles intergénérationnels,
- inciter les architectes à créer des bâtiments disposant d'appartements de différentes grandeurs, notamment des 2 pièces avec balcon pour faciliter le changement d'appartement sans changer de cadre,
- disposer d'une bourse d'échange d'appartements,
- utiliser les propositions émises par le groupe de travail de la FARES (Appel 2012).

#### **2.2.4. Aînés et mobilité**

- proposer des mesures de remplacement à l'abandon du permis de conduire: prix spécifiques ou gratuité pour personnes âgées dans les transports publics, instaurer des bons de transport en taxi (cf. ville de Berne), étendre le service des handicapés aux personnes à mobilité réduite,
- adapter les modalités des dispositifs de contrôle de la capacité de conduire et différencier les autorisations en fonction de l'âge, du lieu de résidence, des conditions de circulation (temps, trafic, nuit...),
- améliorer les marches d'accès aux bus, aux trains ou leurs rampes d'accès et multiplier les arrêts de bus,
- contrôler systématiquement la sécurité générale de l'habitat adapté (cuisines, salles de bain, escaliers et accessibilité...),
- créer des passages sécurisés de piétons, surtout aux endroits très fréquentés et les signaler plus clairement,
- mieux déblayer les trottoirs en période froide,
- développer des cours de maintien et de mobilité corporelle.

#### **2.2.5. Aînés et prestations économiques**

- soutenir fermement le projet du Conseiller fédéral Alain Berset «Prévoyance professionnelle 2020»,
- indexer annuellement l'AVS (et non tous les deux ans) et étudier une 13<sup>e</sup> rente AVS annuelle,
- adapter l'indice des loyers plus régulièrement,
- adapter les prestations à l'augmentation des loyers des homes et des EMS,
- multiplier les informations régulières dans les journaux, les débats radiophoniques ou télévisés pour renseigner les nouveaux retraités sur leur droit aux prestations économiques.

#### **2.2.6. Aînés et participation sociale et soutien aux organismes engagés dans ces projets**

- intégrer des aînés dans toutes les instances ou commissions, voire organes prenant des décisions pour les aînés,
- mettre en place des activités intergénérationnelles et non seulement des activités pour les vieux,
- accorder une meilleure reconnaissance aux associations s'occupant des aînés comme, Pro Senectute, Pro Infirmis, Associations bénévoles,
- multiplier l'information des aînés concernant leurs droits et leurs devoirs mais également sur les possibilités pour les aînés de s'engager dans des activités au profit d'autres classes d'âge ou en faveur des aînés,
- déduire forfaitairement des montants des impôts pour les proches aidants, comme pour les personnes engagées dans des activités bénévoles.

#### **2.2.7. Aînés et soutien à l'autonomie des personnes et lutte contre les ghettos**

- maintenir les aînés à domicile le plus longtemps possible avec le soutien des CMS ou dans des structures adaptées,



- favoriser le mélange des générations dans tous les milieux de vie pour faciliter l'apprentissage du respect mutuel ou la promotion de la solidarité,
- former des personnes responsables de veiller sur le bien-être intergénérationnel, la santé, la sécurité, et le lien social de l'immeuble, du quartier et du bourg ou village,
- optimiser les instances de soutien existantes, en fonction du vieillissement de la population,
- abaisser de façon généralisée les coûts des transports publics,
- créer un organisme neutre pour dénoncer des discriminations ou injustices envers les aînés, dans leur lieu de résidence : appartement, immeuble, quartier, village, domino, EMS ou hôpital,
- inscrire dans des dispositions légales des mesures concrètes pour réaliser le soutien à l'autonomie des personnes âgées et de lutte contre les discriminations.

### **2.2.8. Aînés et promotion de la santé dans les soins à domicile et dans les institutions spécialisées**

- développer fortement les CMS et uniformiser leurs modalités d'intervention, aussi bien dans les soins que l'aide à domicile,
- donner plus de temps au personnel pour pouvoir assurer des services réguliers et fixes auprès des personnes âgées,
- améliorer la formation du personnel, pour trouver la relation adéquate envers chaque personne soutenue,
- alléger le fonctionnement administratif des relations entre les CMS et les personnes aidées : la rentabilité ne doit pas être le moteur de l'action du CMS,
- améliorer la collaboration entre les proches aidants et le personnel de soins ou d'aide d'une personne âgée; une formation simple mais adéquate doit être offerte par les CMS aux proches aidants,
- mettre les proches aidants au bénéfice d'une déduction fiscale forfaitaire augmentée, voire bénéficier d'allocations pour s'occuper à plein temps d'un parent ou d'une connaissance,
- permettre aux bénévoles de diminuer les frais reconnus ou forfaitairement les dépenses encourues par leur engagement,
- instaurer une structure neutre pour recevoir et traiter les plaintes de retraités, concernant la qualité des soins et des aides fournies par le CMS,
- développer les associations de bénévoles pour offrir plus de temps à disposition des personnes âgées,
- promouvoir le développement des structures d'accueil pour recevoir, dans de bonnes conditions, les personnes devant bénéficier de soins importants ou d'une prise en charge totale.

### **2.2.9. Aînés et promotion de la culture**

- adapter les horaires des moyens de transports publics aux manifestations organisées en soirée;
- planifier des modalités de transport plus souples au service des personnes à mobilité réduite, par petits bus, de manière ponctuelle ou sur appel;

- Recourir aux aînés pour des apports culturels aux jeunes, notamment dans les écoles.

Au terme de la synthèse des résultats, il est intéressant de relever que les personnes qui ont participé à ce sondage d'opinion n'ont jamais été revendicatrices. Elles ont continuellement placé leurs réponses dans une perspective de cohésion sociale et de collaboration entre toutes les générations: certaines propositions sont reconnues comme ne s'appliquant pas uniquement aux aînés mais également à d'autres catégories de la population, notamment la promotion de la formation continue et de la culture, l'accès au logement et la mobilité facilitée, le recours à des prestations sociales ou de santé, l'autonomie et le respect des personnes.

*Sion, le 23 septembre 2015*

---

## Dokument für die Delegierten

### Alters- und Generationenpolitik

#### 1.- Politik einer langen Lebenserwartung

Eine Politik langer Lebenserwartung besteht in erster Linie in der persönlichen Verantwortung zu einer guten Gesundheit, zu möglichst langem Leben zu Hause in autonomer Weise. Aus dieser Sicht bezeugt die ältere Generation des Wallis ein wichtiges Engagement in vielen kulturellen, physischen und sozialen Aktivitäten, in vorhandenen Vereinigungen, denen sie angehört oder angeboten von der Pro Senectute.

Die Bevölkerung, bezeichnet als Ältere, „Senioren“ oder „Alte“, die integriert in unsere Gesellschaft gehören. In dieser Beziehung betreibt sie die Politik im allgemeinen und im speziellen alles, was zur wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Politik gehört.

Trotzdem repräsentiert diese Kategorie spezifische Eigenheiten: Sie umfasst solide Lebenserfahrung gesammelt im Verlauf der Jahre. Sie konnte oft ein Erbe konstituieren, dessen sie legitim stolz und verbunden ist. Sie will möglichst den Nachkommen nahe sein, denen sie sich allgemein verantwortlich fühlt. Teilweise zeigt sie sich physisch verletzlich oder auch nach einem Leben voller Verantwortung in ihrer sozialen Integration umgarnt und eingegrenzt. Schliesslich stellt die Perspektive auf das Lebensende und den Tod mehr und mehr prägende Fragen.

Alle diese Elemente bilden Eigenheiten dieser Bevölkerungsschicht und rufen nach speziellen und angepassten politischen Massnahmen.

#### 1.1. Hauptsächliche Transformationen

Diese Bevölkerungsschicht erfuhr in den letzten zwei bis drei Jahrzehnten erhebliche Transformationen, wie sie niemals in während der letzten Jahrhunderte beobachtet wurden. Die Fakten sind bekannt. Erinnern wir uns das Wesentliche.

Die Lebenserwartung stieg stark im Verlauf der letzten Jahrhunderte; der Anteil der Betagten wächst erheblich; Das Bildungsniveau der Älteren ist höher und vielfältiger, die Ressourcen der Leute und der Haushalte haben sich spürbar vervielfacht, die Gleichung „alt = arm“ verschwindet (im Durchschnitt). Die gesellschaftliche und geografische Mobilität, geprägt von den Lebensumständen, brachten die Bedingungen und den Kontext, gerade so wie die Alterung verläuft, durcheinander. Schliesslich eröffneten die vielen Versprechen für das Konsumverhalten, das Vergnügen, die Beherrschung von Krankheiten den Appetit und die Erwartungen.

Viele dieser Entwicklungen wurden begrüsst und von den Einzelnen, den Familien und der Umgebung aufgenommen. Gewisse Elemente jedoch verlangten für die Umsetzung die öffentliche Hand: Zugang zum Wohnen, spezialisierte Pflege, den Status der Grosseltern.

#### 1.2. Einige prioritäre Hauptachsen in Bezug auf die öffentliche Politik

Wenn in den meisten Fällen des Lebens die Einzelpersonen und deren Angehörige sich helfen, obliegt es der Allgemeinheit die adäquaten Massnahmen zu treffen und Instrumente bereit zu stellen, um die Voraussetzungen für die Effizienz der individuellen Initiativen zu schaffen, und so auch klar den Risiken des Ausschlusses zu begegnen d.h. direkte Hilfe den Personen in Schwierigkeiten zu bringen. Die beauftragten Behörden und Institutionen sind aufgerufen und dazu legitimiert, auf mindestens 8 Feldern oder Gebieten Aktionen zu entwickeln als politische Intervention für das fortgeschrittene Alter.

1. Unterstützung im Übergang und Wechsel zur Pensionierung,
2. Garantie der Ressourcen,
3. Anpassung der Wohnverhältnisse,

4. Förderung der Mobilität,
5. Förderung der Aktivitäten, die ein stimulierendes soziales Leben sicherstellen,
6. Förderung der zwischenmenschlichen Beziehungen zwischen den Generationen,
7. Leistungen für die Gesundheit,
8. Förderung des Zugangs zur Kultur und zur lebenslangen Bildung.

### **1.2.1. Umstellung und Beginn der Pension**

Die Tatsache des Endes der beruflichen Tätigkeit und somit der Eintritt in den Zustand des Rentners ist mehr denn je flexibilisiert, sei es auf Wunsch, oder sei es erzwungen zwischen 55 und 68 Lebensjahren. Dieser Umstand bringt eine Anzahl von Bedingungen:

- Fördern einer kontinuierlichen Ausbildung, um der Disqualifikation am Berufsende zu entgehen,
- Massnahmen zur Vorbereitung des Ruhestandes vorschlagen (Information, Erarbeiten von Projekten usw.),
- In dieser Phase des Übergangs Einkommenserwartungen zu konsolidieren (Überbrückung, AHV usw.),
- Die schrittweisen Rücktritte und die Modalitäten des intergenerationellen Übertritts in den Unternehmen erleichtern.

### **1.2.2. Garantie der Ressourcen**

Die wirtschaftliche Situation der Rentner hat sich mindestens seit einem Jahrhundert ausserordentlich verbessert. Nichts desto trotz bleibt ein hoher Anteil von Personen übrig, der während langen Jahren kärglich gelebt hat und dies speziell dank kleinstem Almosengeld. Das Bestehen der Ergänzungsleistungen (AHV) löst nicht alles. Speziell das Nichtauffangen der weiblichen Armut wird zu einem Dauerzustand. Die Steigerung der Lebenserwartung verstärkt zwei Phänomene: Die schwerwiegende und dauerhafte Unsicherheit des heutigen Zustandes und die Zunahme der Disparitäten selbst zwischen den Rentnern. Der Graben weitet sich.

Auf diesem Gebiet sind Korrekturmassnahmen erforderlich. Das ist speziell der Fall bei den AHV -Renten und den Ergänzungsleistungen AHV und EL.

### **1.2.3. Anpassung von Wohnungen**

Betagte erwarten gerechterweise über eine ihren Bedürfnissen angepasste Wohnung zu bewohnen. Abgesehen von den üblichen Elementen eines unserer Kultur entsprechenden Komforts, sollten diese Wohnungen so konzipiert sein, dass sie einen leichten Zugang aufweisen, Einrichtungen haben, die Sicherheit gewähren und so situiert sein, dass sie ein autonomes Leben und sozialen Kontakt ermöglichen. Diese Garantien sollten speziell den Personen gesichert sein, die ihrer mobilen Fähigkeiten verlustig gehen. Dieses Wunschverhalten bezieht sich nicht einzig auf die die Errichtung neuer Wohnungen sondern ebenfalls auf die Renovationsvorhaben von gegenwärtigen Residenzen.

### **1.2.4. Förderung der Mobilität**

Wir leben in einer Gesellschaft mit steigendem Mobilitätsverhalten, das unter anderem ein grösseres Auseinanderfallen der familiären und freundschaftlichen Beziehungen vollzieht. Deshalb muss die Schaffung von Mitteln der Kommunikation und des Verkehrs die besonderen Bedürfnisse der gebrechlichen und auch in entfernteren Regionen lebenden Personen in Betracht gezogen werden. Diese legitimen Ansprüche erfordern eine Anpassung der Verbindungen und Einrichtungen und auch Hilfsmittel, um den Zugang von Behinderten zur Mobilität sicher zu stellen.

### **1.2.5. Animation um stimulierendes soziales Leben zu sichern**

Die Rentner wissen sich zu helfen. Dass man ihnen ihre Hand hält, haben sie nicht nötig, bei schönem Wetter sicher. Doch sind sie berufen noch einen langen Lebensweg von 25 bis 30 Jahren in verschiedenen Etappen zu gehen. Auch wenn die meisten keine berufliche Aktivitäten im klassischen Sinn mehr ausüben, bleibt ihnen ein grösseres Problem zurück: „Wie drücken sich all diese vorhandenen Kompetenzen und Energien aus, abseits von den privaten, häuslichen und familiären Verpflichtungen?“

Initiativen entstehen überall, die lebendigen Elan zum Ausdruck geben können: im Rahmen von Vereinigungen, grösseren oder kleineren Projekten, die in verschiedensten Richtungen auftreten. Viele engagieren sich in Hilfs- und Dienstleistungsaktivitäten.

Eine Politik der Unterstützung zu Gunsten all dieser Initiativen wäre willkommen. Sie würde mehr Anerkennung und Wertschätzung gewinnen. Die Kosten/Nutzenschätzung wäre zweifelsohne sehr positiv.

### **1.2.6. Förderung der menschlichen Beziehungen zwischen den Generationen.**

Die erfreuliche Erhöhung der Lebenserwartung führt zu einer grösseren bisher nicht erwarteten Konsequenz in unseren Gesellschaften. Konkret wird eine Vielzahl von Neugeborenen mit vielen Neunzig-, sogar Hundertjährigen leben. Dieser Altersunterschied wird auch zu einem Unterschied der Kulturen, der Interessen, den Erfahrungen und der Lebensauffassungen usw. Einfach ausgedrückt, dieser Unterschied zwingt zu einer Aktion, dass er sich nicht in Unkenntnis und Brüchen umschlägt.

Initiativen müssen gefördert werden, die schon da sind, um die Kontakte und Austausch zu stärken, um Ghettos und Brüche zu vermeiden und um das Projekt „Ein langes Leben zusammen“ Inhalt zu verleihen.

Sich vor dem natürlichen Verhalten zu hüten, dem Risiko nicht zu genügen, sind ohne Zweifel Massnahmen der Begleitung, der Erleichterung von sozialen Kontakten notwendig. Neuerdings sind viele Initiativen entwickelt und erfasst worden. Sie sind nur noch den betroffenen Personen zur Kenntnis zu bringen.

### **1.2.7. Gesundheitsleistungen**

Der Altersabschnitt erfolgt mehr und mehr in einem Zustand zufriedenstellender Gesundheit. Selbstverständlich führt dieser Abschnitt zu Kontrollen, zu Regelungen, zur Heilung von einigen Unfällen, die wie im Leben nicht einer Krankheit zuzurechnen sind.

Trotzdem wird eine Gesundheitsberatung zu einem möglichst autonomen Leben als notwendig für alle erwartet. Dies gilt selbstverständlich auch für einen erleichterten hochqualifizierten Zugang im Krankheitsfall. Die Bereitstellung von angemessenen Dienstleistungen und Einrichtungen erweist sich als notwendig und ist ein bestimmendes Element für eine glaubwürdige Politik fortgeschrittenen Alters. Die Konsolidierung von gewissen Schlüsselementen drängt sich aus dieser Perspektive auf und zwar für alle Lebensetappen. Unter den am meisten genannten Prioritäten, finden sich die Leistungen für den Verbleib zuhause und in diesem Zusammenhang die Qualität der Langzeitpflege. Selbst wenn die Kenntnisse der Fachkräfte allgemein anerkannt und geschätzt sind, beobachten viele, dass die Zeit, die diesen Fachkräften zur Verfügung steht, erheblich reduziert wird, oft zu Lasten der Qualität der Leistungen.

### **1.2.8. Förderung des Zugangs zur Kultur und zur lebenslangen Bildung.**

Die Zeit des Rentnerdaseins ist lang und unterschiedlich und dies für die Meisten. Während Jahrzehnten erlöscht der Appetit nach Bildung und Kultur nicht. Ganz im Gegenteil tendiert er sich mit der Anzahl verfügbarer Stunden zu steigern. Darum muss die Entwicklung der kulturellen Leistungen offen für alle Älteren gesichert sein und veröffentlicht in das ständige Angebot der Öffentlichkeit. Zu diesem Vorschlag ist die

Frage des Zutritts von grösster Bedeutung, dies umso mehr im Wallis unter den gegebenen geographischen Verhältnissen.

Die lebenslange Bildung ist eine Notwendigkeit, um gewisse Aufgaben des normalen Lebens zu tätigen (Anwendung neuer Techniken: Online Bezahlung, Kauf von Fahrkarten im Bahnhof, Flughafen und Bushaltestellen, sowie Verbindung mit Nächsten,...) Die Vorbereitung auf die Rente dürfte Thema in Rentnerkursen sein. Die Weiterführung des Berufes, speziell als Weitergabe der Kenntnisse, erfordert eine spezielle Ausbildung. Der Erwerb neuer Kompetenzen ist selbst nützlich bei freiwilligen Aufgaben.

## **2. Zusammenfassung der Ergebnisse**

Dieser Abschnitt stellt die hauptsächlichsten Ergebnisse der Meinungsumfrage vom Frühling 2014 dar, in der Absicht einen Beitrag zur Entwicklung einer umfassenden Politik zu Gunsten der Rentner im Hinblick auf die Zusammenarbeit unter allen Generationen zu leisten.

### **2.1. Gesamtheitliche Ergebnisse der Meinungsumfrage auf die Vorschläge des WVR**

Die Vorschläge des Walliser Verbandes der Rentner wurden zu 89% der Personen, die auf die Umfrage antworteten, gutgeheissen. Diese Zahl repräsentiert den Durchschnitt der positiven Ergebnisse auf die 9 gestellten Fragen (indexierter Durchschnitt der Zahl der Antwortenden auf jede gestellte Frage). Die Versuchsgruppe ist aufgrund der Zusammensetzung der Mitglieder der 20 Vereinigungen des WVR repräsentativ.

11% der andern Antworten teilen sich auf die mehrheitlich nicht abgegebenen oder dann negativ beurteilten Positionen auf präsentierte Vorschläge des WVR. Die negativen Antworten betreffen zwei Punkte, die Förderung des Zugangs auf Wohnung (8%) und den Anspruch auf Kultur(7%). In Bezug auf den Anspruch auf Wohnung gibt es Personen, die keine bevorzugte Klasse von Älteren wünschen und die der Auffassung sind, dass solche Vorschläge ohne kostspielige Unterstützung durch die Gemeinden, die ohnehin in dieser Beziehung schon viel geleistet haben, nicht realisierbar sind. In Bezug auf den Zugang zur Kultur äusserten sich einige negativ in der Ansicht, dass dies eine persönliche Angelegenheit sei, die sich während der Zeit vor der Rente entwickeln soll oder für andere so wie es ist, diesbezüglich nichts bedeutet.

Die anderen Vorschläge machten nur einen vernachlässigbaren Prozentanteil aus. Hervorzuheben ist, dass der Vorschlag hinsichtlich der Stellung der Älteren in der Gesetzgebung keine negative Beurteilung ergab, selbst wenn es diejenige war, die als schlechtestes Beurteilung von allen präsentierten Vorschlägen galt.

Nach der Reihenfolge der Zustimmung nehmen die Vorschläge wie folgt ab:

- Förderung der Gesundheit und der Pflege zuhause: 95%,
- Förderung der Mobilität: 94%,
- Unterstützung lebenslangen Lernens und Vorbereitung auf den Ruhestand: 94%,
- Massnahmen zur Unterstützung der Personenautonomie: 91%,
- Förderung der Teilnahme am sozialen Leben und Unterstützung der Institutionen: 91%,
- Wirtschaftliche Leistungen für Rentner: 90%,
- Wohnungsförderung: 88%,
- Förderung der Teilnahme am kulturellen Leben: 87%,
- Teilnahme der älteren Generation an der Gesetzgebung: 76%.

Die unmittelbaren Anliegen der Älteren erhielten relativ mehr Interesse als der sie betreffende Inhalt von gesetzlichen Vorschriften, auch wenn diesem Punkt stark beigepflichtet wird.

Die Vorschläge des WVR werden somit stark unterstützt und erlauben die Weiterführung der Reflexion zum Thema.

## **2.2. Die wichtigsten Anregungen und Beobachtungen der Antwortenden**

Anregungen und Beobachtungen sind von 67% der zustimmenden Personen mitgeteilt worden. Nachfolgend sind die wichtigsten Bemerkungen pro Vorschlag aufgeführt:

### **2.2.1. Ältere Generation und kantonale Gesetzgebung**

- Verankerung der Grundsätze der Alterspolitik in die Kantonsverfassung : Sozialer Zusammenhalt, Autonomie, Respekt gegenüber älteren Personen, Zusammenarbeit zwischen den Generationen;
- Einführung einer Walliser Gesetzgebung oder bestehende Projekte wie das Gesetz des Kantons Tessin vom 30.11.2010 zur Förderung und Subventionierung der sozialen Aktivitäten zu Gunsten der älteren Personen übernehmen, ebenso wie Gesetzesprojekte des Kantons Freiburg.
- In der Gesetzgebung einfügen:
  - Das Altersparlament
  - Ein Rat der Älteren als Institution, die alle diesbezüglichen Aktivitäten für die Älteren des Kantons koordiniert (Restrukturierung des WVR),
- Aufhebung sämtlicher Alterslimiten aller kantonalen Gremien,
- Den Posten eines Mediators oder einer neutralen Instanz einführen, um den Schutz von Personen unter Vormundschaft oder in Altersheimen zu gewährleisten,
- Institutionen und Instanzen, die sich um ältere Personen kümmern, unterstützen,
- In gesetzlichen Verordnungen für die Unternehmungen und die KMU's die Verpflichtung der Durchführung von Vorbereitungskursen für den Ruhestand festschreiben,
- Zukünftige Rentner dazu sensibilisieren ihre Kompetenzen an älteren Personen und auch an anderen Kreisen der Bevölkerung zur Verfügung stellen.

### **2.2.2. Ältere und lebenslange Bildung**

- Den älteren Personen eine lebenslange freie Bildung anbieten, wie von der Bundesversammlung in einem Rahmengesetz 2014 beschlossen. Schwerpunkt in Bezug auf den Gebrauch der Informationstechnologie. Diese Schulung erlaubt am Ball der beruflichen Veränderung zu bleiben,
- Die Älteren in die Förderung des Austausches zwischen den Generationen einzubeziehen.

### **2.2.3. Ältere und Zugang zur Wohnung**

- Einführen eines gesetzlichen Schutzes zu Gunsten alter Personen, damit sie ihr Lebensende in der Wohnung, die sie benützen, erwarten dürfen,
- Unterstützung des Baus von angepassten Wohnungen von intergenerationellen Immobilien,
- Die Architekten zu veranlassen Gebäude zu bauen, die Wohnungen verschiedener Grösse aufweisen, speziell mit zwei Zimmern und Balkon, um Tausch von Wohnungen ohne den Rahmen zu sprengen zu erleichtern,

- Schaffung einer Börse zum Tausch von Wohnungen,
- Die Vorschläge herausgegeben von der Arbeitsgruppe VASOS umsetzen (Appell von 2012).

#### **2.2.4. Ältere und Mobilität**

- Nach Abgabe des Führerscheins Angebote als Ersatz prüfen: Spezielle oder Gratistarife in öffentlichen Verkehrsmitteln für ältere Personen, Transportbons für Taxi (cf. Stadt Bern), Erweiterung der Behindertenhilfe auf Personen mit eingeschränkter Mobilität,
- Anpassung der Modalitäten bei den Kontrollmechanismen zur Erfassung der Fahrtüchtigkeit und Differenzierung der Bewilligungen nach Alter, Wohnort, Verkehrsbedingungen (Wetter, Verkehr, Nacht usw.),
- Verbesserung der Einstiegstritte bei Bussen, Zügen oder ihren Rampenzugängen und Verdichtung der Bushaltestellen,
- Systematische Kontrolle der allgemeinen Sicherheit der angepassten Wohnungseinrichtungen (Küchen Badezimmer, Stiegen und Zugänge),
- Schaffung gesicherter Durchgänge für Fussgänger, besonders stark frequentierte und diese sichtbar signalisieren,
- Besser in kalten Perioden die Trottoirs räumen,
- Kurse für den körperlichen und mobilen Erhalt entwickeln.

#### **2.2.5. Ältere und wirtschaftliche Leistungen**

- Überzeugte Unterstützung des Projektes von Bundesrates Alain Berset „Altersvorsorge 2020“,
- Die AHV jährlich indexieren (nicht wie bisher alle 2 Jahre) und jährlich eine 13. AHV in Betracht ziehen,
- Der Mietindex regelmässiger anpassen,
- Die Ergänzungsleistungen den Erhöhungen der Mieten bei Heimen und Altersheimen anpassen,
- Vermehrung regelmässiger Informationen in den Zeitungen, von den Radio- und Fernseh- Debatten, um die Neurentner über ihre Rechte bei den Ergänzungsleistungen zu orientieren.

#### **2.2.6. Ältere und gesellschaftliche Anteilnahme und Unterstützung der Organe bei diesen Projekten**

- Die Älteren in alle Instanzen oder Kommissionen integrieren sprich Organen, die Entscheidungen für die Älteren treffen,
- Intergenerationelle Aktivitäten tätigen und nicht allein nur Aktivitäten für Ältere, Bessere Anerkennung den Organisationen zubilligen, die sich der Älteren annehmen, wie Pro Senectute, Pro Infirmis, Freiwilligenhilfe,
- Verstärkung der Information der Älteren über ihre Rechte und ihre Pflichten, aber ebenso über die Möglichkeiten der Älteren sich in Aktivitäten zum Vorteil anderer Altersklassen oder zu Gunsten Älterer engagieren,
- Pauschale Steuerabzüge für die Hilfe der Angehörigen wie auch für Personen in der Freiwilligenarbeit beanspruchen.



### **2.2.7. Ältere und Unterstützung der Autonomie von Personen und Kampf gegen Ghettos.**

- Verbleib der Älteren solange als möglich zu Hause mit Unterstützung der Spitex (SMZ) oder in angepassten Strukturen,
- Die Durchmischung der Generationen in allen Lebensmilieus um die Aneignung des gegenseitigen Respekts und Förderung der Solidarität zu erleichtern,
- Personen ausbilden, die verantwortlich über das intergenerationelle Wohlergehen wachen, die Gesundheit, die Sicherheit, den sozialen Zusammenhalt der Hausgemeinschaft, des Quartiers, des Fleckens oder Weilers,
- Die bestehenden Unterstützungsinstanzen optimieren, in Abhängigkeit des Alterns der Bevölkerung,
- Die Kosten im öffentlichen Verkehr in allgemeiner Weise senken,
- Eine neutrale Stelle schaffen, um Diskriminierungen oder Ungerechtigkeiten gegenüber Älteren in ihren Residenzen zu verfolgen wie in der Wohnung, im Wohnblock, im Quartier, im Dorf, im domino , im Altersheim oder Spital,
- In den gesetzlichen Verordnungen konkrete Massnahmen aufnehmen, um die Hilfe zur Autonomie der älteren Personen und den Kampf gegen die Diskriminierungen zu realisieren,

### **2.2.8. Ältere und Förderung der Gesundheit in der Pflege zuhause und in spezialisierten Institutionen.**

- Die Spitex stark ausbauen und ihre Möglichkeiten der Intervention sowohl in der Pflege als auch in der Hilfe zuhause vereinheitlichen,
- Dem Pflegepersonal mehr Zeit geben um regelmässige und fixe Dienstleistungen den älteren Personen zu garantieren,
- Die Ausbildung des Pflegepersonals verbessern, um die angepasste Beziehung zu jeder betreuten Person zu finden,
- Das administrative Funktionieren der Beziehungen zwischen der Spitex (SMZ) und den betreuten Personen zu erleichtern: Die Rentabilität darf nicht der Motor der SMZ sein,
- Die Zusammenarbeit zwischen den helfenden Angehörigen und dem Pflegepersonal oder Haushalthilfe bei einer betagten Person verbessern. Eine einfache aber angepasste Ausbildung ist den helfenden Angehörigen durch die Spitex anzubieten,
- Die helfenden Angehörigen in den Genuss eines erhöhten steuerlichen Pauschalabzugs kommen lassen, sogar Beiträge ausrichten, um sich in Vollzeit einem Elternteil oder einer Bekannten anzunehmen,
- Den freiwilligen Helfern erlauben, die durch ihr Engagement aufgelaufenen Ausgaben als belegte Kosten oder pauschal zu entschädigen,
- Einrichten einer neutralen Stelle um Klagen von Rentnern entgegen zu nehmen und zu behandeln und zwar in Bezug auf die Pflegequalität des von der Spitex angestellten Personals,
- Fördern der Freiwilligen-Vereine, um mehr Präsenzzeit für die älteren Personen zu erhalten,
- Fördern von Entwicklungen in den Empfangsstrukturen, damit die Personen, die wichtiger Pflege bedürfen oder ganz in Verantwortung genommen, unter guten Bedingungen empfangen werden.

### 2.2.9. Ältere und Förderung der Kultur

- Fahrplananpassungen bei den öffentlichen Verkehrsmitteln auf Anlässe, die abends organisiert werden,
- Weiche Transportmodalitäten planen, die im Dienste der Personen mit reduzierter Mobilität stehen, wie kleine Busse, sei es punktuell oder auf Abruf,
- Auf ältere Personen zurückgreifen um für die Jungen einen kulturellen Beitrag insbesondere in Schulen zu leisten.

Angelangt am Ende der Synthese der Resultate ist interessant zu bemerken, dass Personen die an dieser Meinungsumfrage mitwirkten, nie Forderungen gestellt haben. Sie platzierten ihre Antworten immer unter der Perspektive der sozialen Kohäsion und der Zusammenarbeit unter den Generationen. Einige Vorschläge wurden als solche erkannt, die sich nicht nur an Ältere wenden, sondern ebenso an andere Kreise der Bevölkerung, im speziellen bei der Förderung des lebenslangen Lernens und der Kultur, beim Zugangs des Wohnens und der erleichterten Mobilität, auch im Zurückgreifen auf Sozial- und Gesundheitsleistungen, bei der Autonomie und beim Respekt gegenüber Personen.

## Altersparlament – 19. November 2015

### Tagesordnung

08.30 Uhr	Begrüssung, Kaffee mit Gipfeli, im Saal der verlorenen Schritte
<b>09.00 Uhr</b>	<b>Offizielle Sessionseröffnung</b>
09.30 Uhr	Politik einer langen Lebenserwartung : WVR 2014 / 2015
09.50 Uhr	Politik einer langen Lebenserwartung : Grundlagen einer Generationenpolitik Pause
10.30 Uhr	Politik einer langen Lebenserwartung : Vorschäge zuhanden der Walliser Regierung Resolution
11.30 Uhr	Jugendparlament
12.00 Uhr	Apero im Saal der verlorenen Schritte des Grossen Rates
13.00 Uhr	Gemeinsames Mittagessen in Notre-Dame du Silence

---

## Fondement explicatif des propositions

La *Fédération valaisanne des retraités* s'est engagée dans une démarche collective en vue de mieux comprendre les modes de vie et les aspirations de la population des aînés dans sa relation aux autres groupes d'âges. Elle met en évidence cinq constats majeurs.

1. Un heureux allongement de l'espérance de vie se confirme dans un état de santé qui s'améliore avec un niveau de formation de plus en plus élevé. Cependant, la population des aînés est caractérisée par une **très grande diversité** qui doit être prise en considération avec le plus grand soin.
2. Ces différences sont significatives et doivent être respectées ou corrigées lorsque cela s'avère nécessaire. Néanmoins, cette population connaît et vit de nombreuses **réalités communes**, elle exprime des attentes et des besoins qui appellent des réponses spécifiques et tiennent compte de certaines particularités fréquentes chez les personnes âgées (fragilités, rythme, isolement... etc.).
3. Cette population d'aînés croît à un rythme qui va s'accroissant ; elle perçoit et exprime un **sentiment d'urgence face à la mise en place d'équipements et de services** nécessaires dans cette société de longue vie, en particulier dans les domaines de l'habitat, des soins et des services leur permettant l'autonomie la plus longue possible.
4. Les aînés souhaitent **participer** réellement à la mise en œuvre de ces services et institutions et, dans toute la mesure du possible, contribuer à l'organisation des prestations et de la gestion de la vie quotidienne.
5. Les aînés sont conscients du fait que leur vie sociale est étroitement liée à la situation des autres groupes d'âges. Ils souhaitent donc **promouvoir les diverses formes de solidarités** entre les générations. Ils saluent et soutiennent les initiatives qui se développent dans cette perspective.

## Propositions de réalisation

### 1.- Structures

- Inscrire dans la **légalisation**, notamment dans la **Constitution**, la **place des aînés dans la société**, les intégrer dans toutes les instances traitant des problèmes de l'âge, reconnaître un **Conseil des Aînés** comme organe faîtière des aînés.
- Mettre en place un **guichet unique d'information** pour renseigner les aînés sur leurs droits et devoirs, mais également sur les possibilités d'engagement au service d'actions bénévoles locales et d'échanges intergénérationnels.
- Créer un **poste de médiateur** pour recevoir les plaintes des personnes âgées afin d'assurer la défense des personnes mises au bénéfice de mesures de protection, placées en EMS ou recevant des soins ou une aide d'un CMS ou d'un organisme privé.

### 2.- Institutions de soins

- Améliorer la **formation du personnel** pour trouver la relation adéquate envers chaque personne soutenue : temps, régularité des services consacrés aux personnes âgées, formalités administratives...
- Améliorer la collaboration avec les **proches aidants** et leur offrir aide et possibilités de formation.

- Mettre les proches **aidants et les bénévoles** engagés au bénéfice d'une **déduction fiscale** forfaitaire augmentée, voire d'une allocation adaptée au service rendu.

### 3.- Territoire

- Favoriser la **cohabitation des générations** dans tous les milieux de vie: ville, village, quartier, immeuble, veiller au maintien, voire au développement du **bien-être intergénérationnel** (santé, sécurité et lien social).
- Inciter et soutenir la réalisation de bâtiments comprenant des **appartements adaptés** de différentes grandeurs pour faciliter les échanges de lieu d'habitation, sans modifier de cadre de vie ; instaurer des bourses d'échanges d'appartements.
- Contrôler systématiquement la **conformité normative** des cuisines, salles de bains, escaliers et mains courantes, ascenseurs, entrées et hall d'accès des bâtiments.
- Développer un **service de transports publics** adaptés et sûrs afin de garantir le maintien d'une bonne mobilité à tous les aînés.

### 4.- Soins

- Faire du **maintien à domicile le plus longtemps possible** le principe de vie des personnes âgées avec l'aide de services de soins, d'aides de vie et de structures adaptées.
- Uniformiser les modalités d'intervention des CMS, dans les **soins et soutiens** apportés aux personnes âgées fragilisées.
- Planifier des structures d'accueil (foyers de jour/nuit, lits de court séjour, appartements protégés, soins palliatifs, EMS) pour recevoir, dans des **structures à taille humaine et proches des habitants**, les personnes devant bénéficier de soins importants ou d'une prise en charge lourde.

### 5.- Formation et culture

- Rendre obligatoire pour les entreprises l'organisation généralisée de **cours de préparation à la retraite** pour tous.
- Organiser des cours de **formation continue pour les aînés** afin de leur permettre de suivre l'évolution de leurs professions, les nouveautés techniques, notamment en matière d'information et de communication.
- Faciliter, aux personnes âgées, l'accès à la **vie culturelle locale** et aux manifestations organisées en soirée.

*Adopté en séance du Comité de la FVR, le 22 octobre 2015*

---

## **RESOLUTION**

**Le Parlement des Aînés, réuni en la Salle du Grand Conseil,  
lors de sa session du 19 novembre 2015,**

- vu la proposition de « Politique de longue vie » de la Fédération Valaisanne des Retraités de décembre 2014,
- vu les résultats du sondage d'opinion organisé par la FVR auprès de ses membres en 2015,

### **décide**

1. d'approuver les Propositions faisant suite au document « Politique de longue vie » et aux résultats du sondage d'opinion,
2. de soumettre ces Propositions au Conseil d'Etat du Canton du Valais pour leur concrétisation dans les meilleurs délais,
3. de faire connaître largement aux personnes et institutions concernées l'ensemble de cette action menée par la Fédération Valaisanne des Retraités, en 2014-2015.

*Ainsi arrêté le 19 novembre 2015 par le Parlement des Aînés du Canton du Valais*

Hermann Fux

Président

Juliane Bérard

Secrétaire

---

## Erläuterung der Grundlagen für die Vorschläge

Der *Walliser Verband der Rentner* unternahm in einem gemeinsamen Projekt die Aufgabe, in Relation zu andern Altersgruppen die Lebenshaltung und Erwartungen der älteren Generation zu verstehen. Er brachte 5 wichtigste Feststellungen ans Licht.

1. Eine glückliche Verlängerung der Lebenserwartung bestätigt sich in einem Gesundheitszustand, der sich mit einem immer höheren Bildungsniveau verbessert. Jedoch charakterisiert sich die ältere Bevölkerung durch eine **sehr grosse Diversifizierung**, die mit grösster Vorsicht zur Kenntnis zu nehmen ist.
2. Diese Unterschiede sind gesichert und müssen respektiert, oder wenn es sich aufdrängt, korrigiert werden. Nichts destotrotz kennt und lebt diese **Population gemeinsame** Wirklichkeiten, die Erwartungen und Bedürfnisse zeigen, die spezifische Antworten verlangen und gewissen häufigen Partikularitäten bei betagten Personen Rechnung zu tragen hat (Gebrechlichkeit, Tempo, Isolation etc.).
3. Diese Population der Älteren glaubt an ein steigendes Tempo. Sie spürt und zeigt ein **Gefühl von Dringlichkeit gegenüber der Bereitstellung von Einrichtungen und notwendigen Dienstleistungen** in dieser Gesellschaft der langen Lebenserwartung, besonders in Bereichen der Unterbringung, der Pflege und Dienst an einer möglichst langen Autonomie.
4. Die Älteren wünschen aktiv an der Schaffung dieser Dienste und Institutionen **teilzuhaben** und in jedem Fall an der Organisation der Leistungen und an Führung des täglichen Lebens mitzugestalten.
5. Die Älteren sind sich der Tatsache bewusst, dass ihr soziales Leben eng mit der Lage der anderen Altersgruppen verbunden ist. Sie wünschen daher die **verschiedenen Formen der Solidarität** zwischen den Generationen **zu verstärken**. Sie begrüsse die aus dieser Sicht entstehenden Initiativen.

## Vorschläge zur Umsetzung

### 1.- Strukturen

- Festschreibung in der **Gesetzgebung**, namentlich in der **Verfassung** der **Status der älteren Generation in der Gesellschaft**, Integration in allen Instanzen, die Altersprobleme behandeln, Anerkennung eines **Ältestenrates** als offenes Organ der Älteren.
- Einrichtung einer **einzigsten Informationsstelle**, um die Älteren über ihre Rechte und Pflichten und ebenso über Möglichkeiten des Engagements im Dienste der lokalen Freiwilligenarbeit und des intergenerationellen Austausches orientieren zu können.
- Schaffung der **Stelle eines Mediators**, der Klagen von älteren Personen entgegen nimmt zur Sicherstellung der Rechte der Personen, die Schutzmassnahmen unterworfen sind, in Alters- und Pflegeheime platziert werden, oder Pflege oder Hilfe der Spitex oder einer privaten Institution erhalten.

### 2.- Pflegeinstitutionen

- Optimierung der Ausbildung des Personals im persönlichen Verständnis gegenüber jeder gepflegten Person: Zeitbedarf, ordnungsgemässe Dienstleistung für die betagten Personen, administrativer Aufwand...

- Optimierung der Zusammenarbeit mit den helfenden Angehörigen und ihnen Hilfe und Möglichkeiten der Ausbildung anbieten.
- Den helfenden Angehörigen und beigezogenen Freiwilligen einen erhöhten Pauschalsteuerabzug gewähren, bzw. einen Beitrag angemessen an die Hilfe leisten.

### 3.- Örtlichkeit

- Das **Zusammenleben der Generationen** in allen Lebensmilieus fördern: Stadt, Dorf, Quartier Wohnblock. Wachen über den Zusammenhang, das **intergenerationelle Wohlergehen** beobachten (Gesundheit, Sicherheit und soziale Bindung).
- Die Realisierung von Wohnbauten mit **angepassten Wohnungen** verschiedener Grösse anstossen und unterstützen, um den Austausch der Wohnlage zu erleichtern, ohne den Lebensrahmen zu ändern. Einführen einer Wohnungstauschbörse.
- Systematisch die normative Konformität der Küchen, Badezimmer, Stiegen, Lift, Eingänge und Eingangshallen der Gebäude überprüfen.
- Ein angepasstes sicheres öffentliches Verkehrsmittel einführen, um für alle Älteren ein Angebot guter Mobilität zu garantieren.

### 4.- Pflege

- **Den Verbleib zu Hause so lange als möglich** zum Lebensprinzip von betagten Personen erheben und dies mit Hilfe des Pflegedienstes, Hilfsmitteln und angepassten Strukturen.
- Vereinheitlichen der Modalitäten bei Interventionen der Alters- und Pflegeheime **in Bezug auf die Pflege und Hilfe** für die gebrechlichen betagten Personen.
- Planung der Empfangsstrukturen (Tages- und Nachtheime, Kurzzeitbetten, geschützte Wohnungen, Palliativpflege, Alters- und Pflegeheime), **um in Strukturen von humaner Grösse und nahe der Bevölkerung** Personen zu empfangen, die schwerwiegender Pflege bedürfen oder als schwerer Fall aufgenommen wurden.

### 5.- Bildung und Kultur

- **Kurse für die Vorbereitung auf die Pension** für alle generell obligatorisch von den Unternehmungen einführen.
- Organisation von Kursen **lebenslanger Bildung für Ältere**, um diesen zu erlauben, der Entwicklung ihres Berufes, der technischen Neuerungen besonders in Bezug auf die Information und die Kommunikation zu folgen.
- Den älteren Personen es erleichtern, den Zugang zum **lokalen kulturellen Leben** und den am Abend organisierten Anlässen zu finden.

*Angenommen an der Sitzung des WVR am 22. Oktober 2015*

---

## **RESOLUTION**

**Das Altersparlament, vereinigt im Saal des Grossen Rates,  
anlässlich seiner Session vom 19. November 2015**

- angesichts der Vorschläge zur „Politik einer langen Lebenserwartung“ des Walliser Verbandes der Rentner vom Dezember 2014,
- angesichts der Resultate der Meinungsumfrage durch den WVR bei seinen Mitgliedern 2015

### **beschliesst**

1. die Vorschläge basierend auf das Dokument „Politik einer langen Lebenserwartung“ und der Resultate der Meinungsumfrage Gut zu heissen,
2. die Vorschläge dem Staatsrat des Kantons Wallis zur kurzfristigen Umsetzung zu unterbreiten,
3. die vom Walliser Verband der Rentner 2014 -2015 durchgeführte Aktion in ihrer Gesamtheit den betroffenen Personen und Institutionen umfassend zur Kenntnis zu bringen.

*Beschlossen vom Altersparlament des Kantons Wallis am 19. November 2015*

Hermann Fux

Präsident

Juliane Bérard

Sekretärin